



Une crise agricole mais quelle crise?

Annick Vignes

► To cite this version:

Annick Vignes. Une crise agricole mais quelle crise?. Le juste prix des produits agricoles : mythe ou réalité ?, Centre de Droit des Affaires (CDA) et l'Institut des Études Juridiques de l'Urbanisme, de la Construction et de l'Environnement (IEJUC), May 2024, Toulouse (Faculté de droit), France. hal-05310567

HAL Id: hal-05310567

<https://hal.inrae.fr/hal-05310567v1>

Submitted on 12 Oct 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Public Domain

Une crise (agricole), mais quelle crise?

Annick Vignes

Economiste

Directrice de Recherche INRAE,

Professeure Ecole des Ponts

Journée “Le juste prix des produits agricoles: mythes ou réalité”

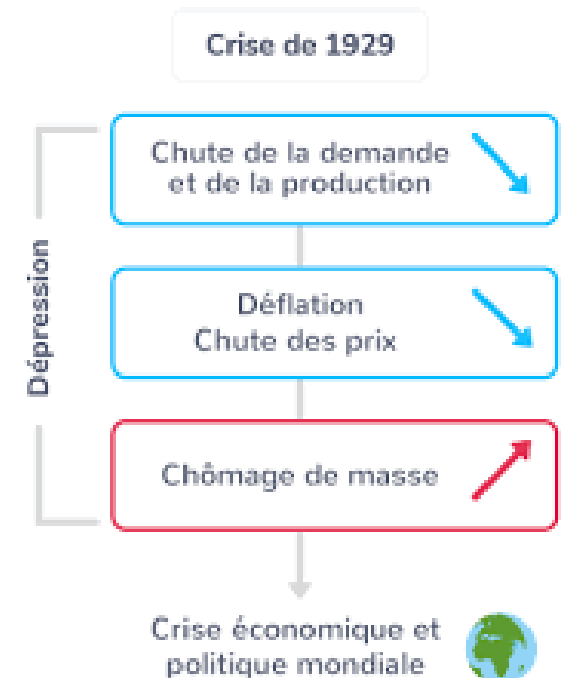
Toulouse, le 31 mai 2024

Plan

- Crise économique
- Marché et fonctionnement de marché
- Crise agricole ou crise d'agriculteurs?
- Prix-plancher: et le marché alors?

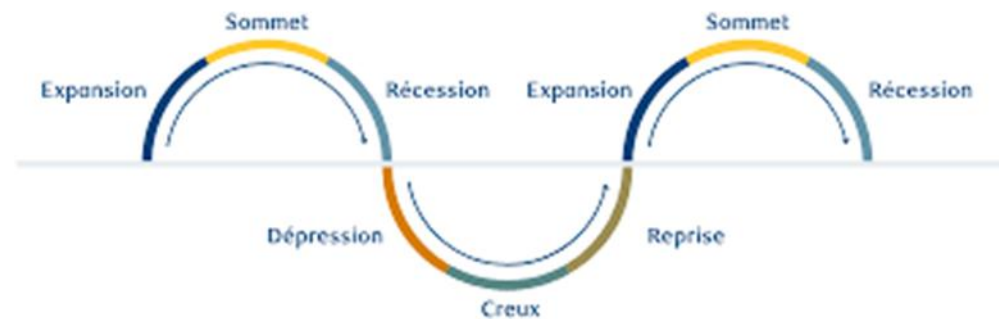
Qu'est ce qu'une crise économique?

- Période caractérisée par :
 - détérioration de l'économie d'un pays ou d'une région (baisse du PIB)
 - baisse de la production économique,
 - hausse du chômage,
 - baisse de la confiance des consommateurs et des entreprises,
 - volatilité accrue des marchés financiers.



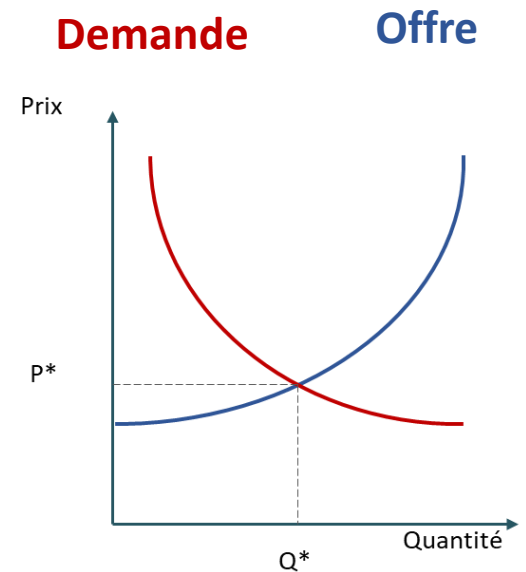
Une crise économique, est-ce mal?

- Schumpeter (1883-1950) : concept de la destruction créatrice
 - La croissance est un processus permanent de création, de destruction et de restructuration des activités économiques.
 - « *le nouveau ne sort pas de l'ancien, mais à côté de l'ancien, lui fait concurrence jusqu'à le nuire* ». Rôle central de l'innovation.
 - Processus à l'origine des fluctuations économiques (cycles longs).
- Ne tient pas compte des coûts sociaux et humains,
- oublie les risques de fragilisation politique



La concurrence pure et parfaite ou la fable du marché idéal.

- **Prix d'équilibre** (du marché) quand excès d'offre et de demande s'annulent
- **Demande du marché**, agrégation des demandes d'individus rationnels
- **Offre du marché**, agrégation des offres d'entreprises rationnelles
- **Consommateur rationnel**: maximise son utilité (préférences) sous contrainte de budget
- **Producteur rationnel**: maximise son profit sous contrainte de coûts.



Les caractéristiques d'un marché en CPP

- **Atomicité** : très grand nombre d'acheteurs et de vendeurs.
- **Homogénéité des produits** : entreprises livrent des produits jugés identiques (homogènes ou substituables) par les acheteurs.
- **Fluidité**: libre entrée et sortie sur le marché. On ne peut s'opposer à l'arrivée de nouveaux entrants
Aucune entrave tarifaire (protectionnisme), administrative (numerus clausus) ou technique.
- Libre circulation des facteurs de production
- Transparence de l'information



Des crises agricoles dans l'histoire, entre sous et sur-production.



- Crise de la pomme de terre (1945). Famine et immigration en Irlande.
- 1880-1900: en France: retard technique et produits importés qui tirent les prix vers le bas: exode rural mais organisation d'agriculteurs.
- La Grande Dépression (années 1930) : Aux E-U, dépression économique et du Dust Bowl : effondrement de la production, exode massif et malnutrition.
- 2007-2008 : Hausse des prix des denrées, émeutes de la faim dans plusieurs PVD.
- La crise du lait en Europe (2009) : Surproduction et baisse des prix
- 2024? Pas d'effondrement des prix ni de la production

Les deux principaux syndicats agricoles ont adressé au gouvernement une liste de 120 demandes, parmi lesquelles une vingtaine de mesures considérées comme prioritaires. Ils s'attaquent notamment à la question des salaires, aux contraintes environnementales et réclament des mesures sociales et fiscales pour garantir l'avenir de la profession.



Crise agricole : le gouvernement annonce une nouvelle salve de mesures

Le gouvernement a rendu publiques samedi des mesures « complémentaires » en faveur des agriculteurs, dans l'espoir de clore pour de bon la crise qui a provoqué des blocages exceptionnels au début de l'année et continue de couler chez les paysans.

LA TRIBUNE DIMANCHE



I A TDIRI INE

Crise agricole ou crise des agriculteurs?



- « Après la pandémie et l'impact de la guerre en Ukraine sur les coûts de production, ce sont désormais les déclinaisons nationales du Green Deal européen qui alimentent les colères, car c'est perçu comme un trop-plein de normes », Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS et au centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof).



Que demandent les agriculteurs en France?

- La dignité des agriculteurs dans leur exercice « *la crise est morale... »* (FNSEA)
- La juste rémunération de leur travail (moins de charges, moins de fiscalité, « *un frein à la concurrence déloyale permise par les accords de libre-échange... »* (FNSEA)
- La nécessité de rétablir des conditions d'exercice acceptable
« *L'accumulation des normes au quotidien s'accompagne d'une remise en question permanente des moyens de production. »* (FNSEA)
- Remise en question des règles de fonctionnement du marché, sentiment d'injustice, demande d'intervention (soutien) de l'Etat...

La PAC et les prix garantis



- Élément clé de la PAC pendant de nombreuses années.

Garantie d'un revenu stable en fixant des prix minimums pour certains produits.

- Ces prix étaient soutenus par des interventions sur le marché telles que l'achat de surplus ou le stockage de produits excédentaires.
- **Entre 1992 et 2003 (le mythe du marché)** : prix garantis réduits, remplacés par système de subventions, liés à la production mais dépendant par ex. de la superficie cultivée (avantage aux plus gros) et introduction de contraintes environnementales.
- **2014-2020 puis 2023-2027 (Green deal)** : aides directes de plus en plus soumises à l'application de normes environnementales.

Prix-plancher : qui va payer le sur-prix?

Si subvention de l'Etat,

- Effort collectif, répartition du surplus, soutien aux agriculteurs et à la sécurité alimentaire.....
- **Risque:**
- Effets d'aubaine:
 - Pour les grands distributeurs, qui pousseront les prix à la baisse, en comptant sur l'Etat pour compenser la diminution des prix.
 - Pour certains agriculteurs, qui peuvent chercher un « effet de rente » en intensifiant leur production au détriment de l'environnement
- **Besoin d'une régulation très stricte.**
 - Evaluation des besoins dans une approche éco-systémique
 - Régulation des quantités mises sur le marché
 - Définition de normes strictes de qualité (bon instrument pour une transition écologique).



prix-plancher : une fausse bonne solution?

« Je rappelle qu'un litre sur deux en France est exporté. Le risque serait de ne plus pouvoir exporter le lait français » (Jean-Marc Bernier)



« Les propositions démagogiques du genre 'on va fixer une obligation de prix plancher', ce que l'on ne peut faire que sur les prix agricoles français et qu'on ne peut pas faire sur les prix des autres pays, qu'est-ce que cela fait ? Cela vient mettre en concurrence déloyale les produits agricoles français »

Marc Fesneau, janvier 2024, France Info



L'état de la demande



Si pas de subvention,

- L'augmentation des coûts va être reportée sur les consommateurs par l'agro-industrie (à moins de prix bloqués à la consommation, comme on a connu le prix de la baguette)

En période de forte inflation,

- Risque d'insécurité alimentaire pour un nombre accru de personnes
- Ou repli vers produits d'importation.

Rappel: Si on situe le seuil de pauvreté à 60% du revenu médian, 14,5% de la population française est concernée, 18,8% des agriculteurs.



Comment combiner prix-plancher et compétitivité de marché?

Mise en place de normes de qualité, qui permettent de minimiser la concurrence internationale

Renforcement des normes environnementales

Renforcement de la protection de la main d'œuvre et mesures de revalorisation sociale

Belle occasion d'accompagner une transition écologique et passage au bio

Promotion de nouvelles cultures (légumineuses...)

Réflexion sur coût environnemental / sur services rendus (#oupas) aux territoires par les agriculteurs

Besoin de l'accompagnement l'Etat, indispensable dans ce cadre (subventions, aide à l'adaptation des cultures, mise en place des normes, financement des labels de qualité,

Contrôle du respect de ces normes

INRAE



Quel consentement à payer?



28 février 2024, conférence de presse Agence bio, salon de l'agriculture.

En 2023: 20% des consommateurs en France ne consomment jamais de produits bio

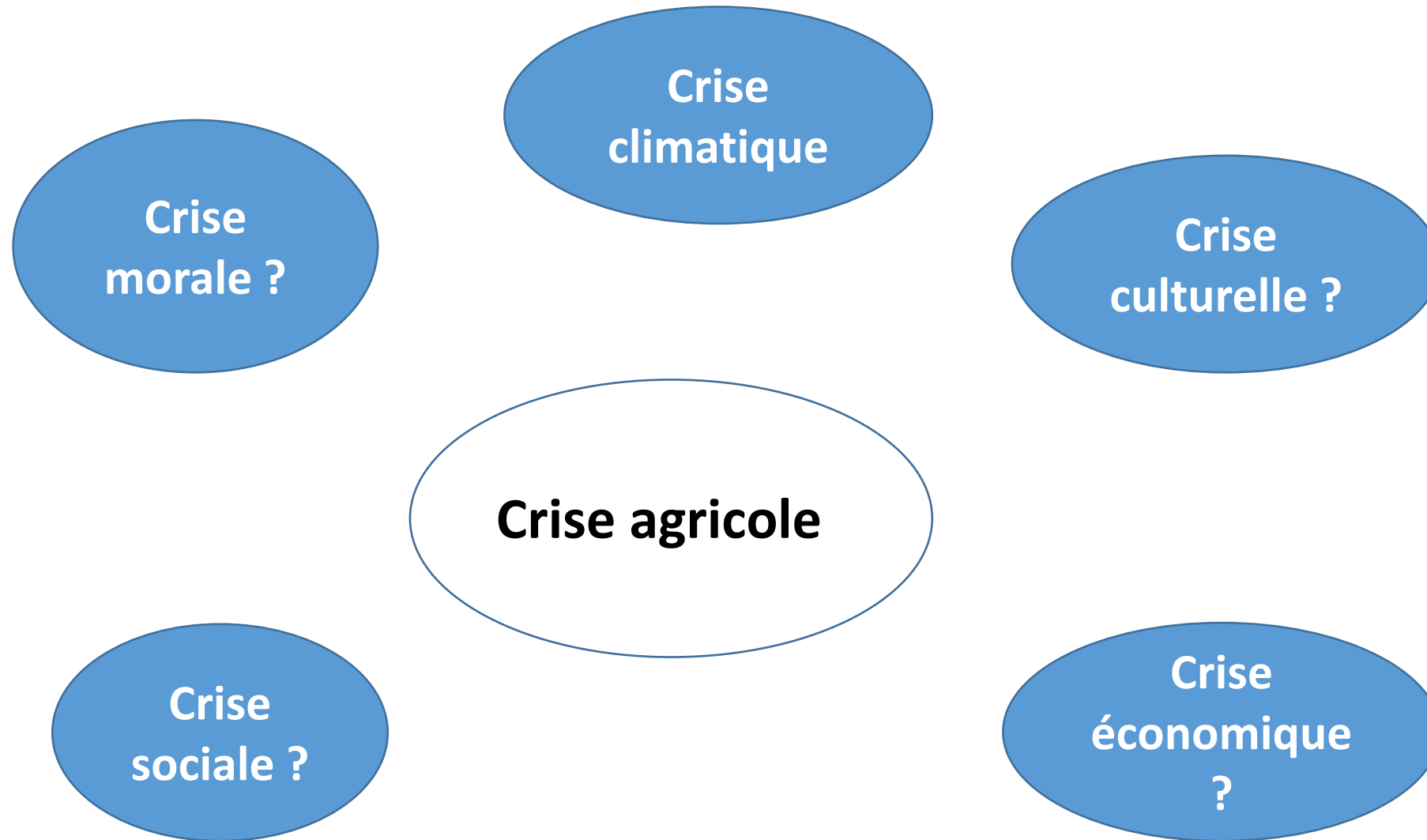
En 2021: ils étaient 10% dans ce cas.

Résultats obtenus à partir d'un sondage sur 4 000 personnes, du 27 novembre au 7 décembre 2023.

« Les premiers signes d'essoufflement sont visibles dès 2021, mais la situation empire en 2022 avec les ventes sous label qui chutent de 4,6%. Dans les chariots de courses des Français, seulement 6% des articles sont bio, contre 12% dans les pays nordiques. Ils ne sont que 54% à en consommer une fois par mois (contre 76% en 2021 et 60% en 2022) et 30% une fois par semaine (52% en 2021 et 34% en 2022). »

Jean Verdier, président de l'Agence Bio.

Une crise multi-dimensionnelle



« Cette crise est plus grave qu'une crise de marché car c'est une histoire qui se termine, une époque qui disparaît, une construction qui s'efface. » S. le Foll (2024)

Conclusion

- Crise agricole, crise systémique (intérêt des approches « systèmes complexes »)
- Peut-on, doit-on éviter les crises agricoles?

Enjeux fondamentaux:

- Sécurité alimentaire,
- souveraineté alimentaire (rôle de l'énergie et des engrais ?)
- entretien du territoire, transition écologique

« *A quoi sert l'économie? A donner à manger à ceux **qui** ont faim* », S-C Kölm (1986)

Prix, coûts marginaux, coûts de production

- En CPP et à l'équilibre, le prix d'un bien est égal au coût marginal (coût de la production d'une unité supplémentaire de bien).
- Pour diminuer coût marginal (ou coût unitaire):



intensification de la production,
sélection des espèces,
minimisation des coûts de main d'œuvre....



Dépression n'est pas crise.

- La finance pour accompagner l'économie:

Le banquier doit accompagner l'entrepreneur : risque et rendement du prêt sont associés à sa réussite, qui dépend *in fine* du marché.

- Dépressions - moments normaux de rééquilibrage - vs crises - spéculation et excès.

Dirige thèse de Hyman Minsky :

-hypothèse de l'instabilité financière : la stabilité engendre l'instabilité. (*source: Deblock 2012*)

➤ *Crises systémiques, crises de la régulation*

